

TERMES DE RÉFÉRENCE – PARTIE A

Appui à la Délégation de l'Union européenne au Niger pour définir les priorités d'actions de la programmation 2021-2027 dans le secteur privé agricole au Niger

FWC SIEA 2018- LOT n°1 Sustainable management of natural resources and resilience
EuropeAid/138778/DH/SER/multi
Marché à montant forfaitaire

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Éléments d'information utiles concernant le pays partenaire

Le Niger est un pays enclavé au cœur du Sahel qui couvre une superficie de 1 267 000 km². En plus de la rigueur climatique à laquelle il est soumis, le Niger connaît un régime pluviométrique faible délimité par quatre (4) grandes zones agro climatiques : (i) la zone sahélo-soudanienne, (ii) la zone sahélienne, (iii) la zone sahélo-saharienne, (iv) la zone saharienne désertique, représentant respectivement environ 1%, 10%, 12% et 77% de la superficie totale du territoire.

La population du Niger était estimée à 22,4 millions d'habitants en 2018 et se distingue par une forte croissance (3,9%), une répartition spatiale inégale avec des fortes densités dans le centre sud, une ruralité de 80%. Avec une espérance de vie à la naissance de 62,00 ans (2018), l'une des spécificités du Niger est la jeunesse de sa population (66 % a moins de 25 ans et près de 52 % a moins de 15 ans).. Malgré les progrès importants de ces dernières années, le PIB par habitant reste très faible (378 \$ USD en 2017), et sa croissance est tirée en grande partie par le secteur primaire (agriculture, élevage, forêt et pêche).. Les inégalités et l'insuffisance d'équité genre aggravent la pauvreté par la faiblesse des indicateurs sociaux et la réduction des opportunités nationales de croissance.

L'économie nationale repose principalement sur des activités du secteur primaire, fortement soumises aux aléas climatiques et aux caprices des marchés. L'industrialisation est fragile du fait de l'enclavement et des coûts d'approche, du poids de la fiscalité, des insuffisances de l'environnement juridique, des faiblesses des ressources humaines et des coûts élevés de l'énergie. En dépit de cette situation, les performances de l'économie nationale ont été globalement appréciables sur la période 2011-2015 avec un taux de croissance économique moyen de 6% supérieur au taux de croissance démographique, y compris pour le secteur rural dont le taux moyen de croissance s'établit à 4,36% sur la période. Avec la pandémie de la COVID-19, la croissance économique serait de 1,2% en 2020 pour une prévision initiale de 6%. Cette perte de croissance de 4,8 points de pourcentage est imputable aux impacts de la COVID sur les trois secteurs de l'économie. Il faut rappeler que le taux de croissance économique était de 5,9% en 2019.

Le secteur agro-sylvo-pastoral est l'épine dorsale de l'économie nationale. Il représente, selon le FMI en 2019, environ 42% du PIB total, fournit entre 15% et 20% des exportations du pays et emploie plus de 80% de la population active. Nonobstant leur caractère traditionnel, les activités agro-sylvo-pastorales demeurent les sources quasi exclusives des aliments et des revenus de la majeure partie de la population. Mais la forte sensibilité du secteur aux aléas climatiques réduit la performance des activités et entraîne chaque année, des situations d'insécurité alimentaire pour près de deux tiers des ménages nigériens. En effet, chaque année, entre 10 et 30% des ménages sont déficitaires en céréales et même dans

les années de production équilibrée ou excédentaire, une frange importante se trouve en situation d'insécurité alimentaire plus ou moins sévère. La prévalence de la malnutrition aigüe reste au-dessus du seuil d'alerte de 10% et le taux de malnutrition chronique chez les enfants est également au-dessus du seuil critique de 40%.

Pourtant, ce secteur dispose de ressources naturelles suffisantes pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et accroître significativement sa contribution à l'économie du pays. Il s'agit notamment : i) de terres pâturables avoisinant les 62 millions d'hectares soit 45% du territoire et d'un cheptel de plus de 36 millions de têtes réparties auprès de 87% des ménages, ii) des ressources forestières (16 millions d'hectares avec 1 600 espèces végétales) assurent l'essentiel de l'énergie domestique et contribuent dans l'alimentation humaine et animale, et de près de 19 millions d'hectares de terres arables propices à l'agriculture pluviale et au développement de l'agriculture irriguée.

Les ressources hydriques facilement mobilisables renferment plus de 400 000 ha de plans et cours d'eau (Fleuve Niger et ses affluents, Dallols, Goulbis, Koroma, Komadougou, lacs, mares) et des cuvettes oasiennes, vallées inondables (Irhazer) et des oasis dont la richesse en eaux souterraines en fait d'excellentes terres d'irrigation. Les ressources en eaux de surface et souterraines sont importantes. Selon l'I3N, le bassin du fleuve Niger et de celui du Lac Tchad drainent annuellement entre 24 à 30 milliards de m³ d'eau dont seulement 1% est exploité. Les écoulements souterrains renouvelables estimés à 2,5 milliards de m³ (20% exploité actuellement) constituent la principale source d'approvisionnement en eau potable. A ce potentiel, s'ajoute l'énorme réserve d'environ 2 000 milliards de m³ d'eau souterraine non renouvelable très peu exploitée. En dehors de ces potentialités physiques, le secteur dispose d'atouts importants en termes de filières agropastorales.

Le Niger met actuellement en œuvre son Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021), qui s'achève bientôt.

Le PDES 2017-2021 tire ses fondements de la vision à l'horizon 2035 déclinée dans la la Stratégie de Développement durable et de Croissance inclusive (SDDCI) à l'horizon 2035. Cette stratégie sera opérationnalisée par la mise en œuvre d'une série de plans quinquennaux de développement économique et social dont le premier, est le Plan de Développement Economique et social (PDES) 2017-2021 adopté le 29 septembre 2017.

Dans le programme 5, le PDES se concentre sur le développement du secteur privé en mettant notamment l'accent sur le développement des industries manufacturières et de l'agro-industrie. Le secteur privé présentant le plus fort potentiel de création d'emplois et de croissance, il est donc essentiel d'encourager les investissements privés responsables - tant nationaux qu'étrangers - en Afrique.

Éléments d'information institutionnels concernant les chaînes de valeur agro-sylvo-pastoral

Le développement du secteur agro-sylvo-pastoral est encadré par l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » qui couvre le double champs de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et du Développement Agricole Durables (SAN/DAD). L'initiative a été adoptée par décret 2012-139/PRN du 18 Avril 2012. Son objectif global à l'horizon 2035 est de « mettre durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production

nationale et à l'amélioration de leurs revenus ». De façon spécifique, il s'agit de « renforcer les capacités nationales de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes ». L'Initiative 3N est conçue autour de cinq (5) axes stratégiques : (i) accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques, (ii) approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires, (iii) amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes, (iv) amélioration de l'Etat nutritionnel des nigériens et (v) création d'un environnement favorable à la mise en œuvre de l'Initiative 3N.

Nous sommes maintenant dans la deuxième phase de mise en œuvre de l'Initiative 3N à travers un Plan d'Action 2016-2020 comprenant cinq (5) domaines d'intervention : i) la maîtrise de l'eau pour les productions agro sylvo pastorales et halieutiques ; ii) la promotion des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et les chaînes de valeur ; iii) la gestion intégrée et durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement ; iv) la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et v) la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre de l'Initiative 3N.

Le Plan d'Action 2016-2020 tient compte des leçons tirées du Bilan de l'Initiative 3N de 2011 à 2015 et des engagements pris par le Président de la République dans le Programme de Renaissance Acte II. De même, il a été élaboré en tenant compte de la Directive N°06/2009/CM/UEMOA portant lois de finances au sein de l'UMEOA. Le plan d'action 2016-2020 définit les objectifs-cibles à atteindre annuellement conformément à la politique du gouvernement qui traduit le cadre de priorisation des investissements des différents Ministères sous sectoriels.

Une des réalisations importantes du plan 3N est l'opérationnalisation du Fonds d'investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN) qui a pour objectif de faciliter les investissements privés et communautaires à tous les segments des filières alimentaires et agroalimentaires. Il s'appuie, là où c'est possible, sur des dispositifs de financements existants (tels que les banques et systèmes financiers décentralisés) pour atteindre les bénéficiaires. Selon la nature du financement, trois facilités sont identifiées par les parties prenantes :

- Facilité 1 : « Soutien au financement Agricole », qui est relative à l'appui public au crédit et qui valorise le dispositif de financement des banques et des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).
Le démarrage de la facilité 1 en 2015 dans le cadre des projets/programmes des bailleurs de fonds comme une phase expérimentale pour toutes les parties concernées, en particulier pour le management du FISAN.
- Facilité 2 : « Financement des Investissements structurants Agricoles » à travers l'ANFICT.
- Facilité 3 : « Financement du conseil Agricole, de la recherche et du renforcement de capacités » à travers l'APCA.

Au niveau institutionnel, il est important de mentionner enfin que la fin de la réalisation du plan d'action actuel et que l'approche des élections (fin 2020) pourrait changer la nature de la politique dans le secteur agro-alimentaire et du développement agricole durable.

Perspectives de développements des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et l'agro-industrie au Niger

Le Niger dispose d'avantage comparatifs réels pour permettre la transformation structurelle de son économie grâce à une meilleure exploitation de ses ressources naturelles et en particuliers de ses ressources agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Le développement à venir de la prochaine stratégie nationale devra nécessairement prendre en compte cette dimension.

Cette approche est cohérente avec la déclaration de Malabo (2014) qui préconise d'« *Accélérer la croissance et la transformation agricoles sur le continent, pour l'amélioration des moyens d'existence, le renforcement du commerce intra-africain, l'industrialisation et la promotion de l'intégration* ».

Dans ce contexte, la nouvelle alliance Afrique - Europe pour un investissement et des emplois durables ambitionne une augmentation substantielle de l'investissement privé tant africain qu'europpéen, de stimuler les échanges commerciaux, de renforcer la création d'emplois et de contribuer à un développement durable et inclusif, en promouvant les normes de technologies modernes et durables, la protection de l'environnement et du travail et un entrepreneuriat responsable.

Dans ce cadre, *un compact pour l'emploi et la croissance au Niger* a été développé entre la délégation de l'Union Européenne et l'Etat du Niger. Ce document aboutit à la nécessité d'orienter les efforts conjoints vers les chaînes de valeur offrant le plus fort potentiel de création d'emplois, de saisir les possibilités de production et de transformation, de libérer l'immense potentiel de l'économie verte et bleue, de soutenir la transition vers des économies à faible intensité de carbone et résilientes au changement climatique.

2 OBJECTIFS ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Pour faire en sorte qu'une augmentation des investissements du secteur privé produise des résultats substantiels, *il convient d'identifier les chaînes de valeur les plus prometteuses au niveau national* qui permettront : i) une croissance économique et industrialisation progressive portée par le secteur agroalimentaire, cosmétique et parapharmaceutique, ii) la structuration et la modernisation des fournisseurs et des transformateurs agro-sylvo-pastoraux (respect des normes, productivité et qualité du produit, économie circulaire, production agro écologique), iii) la génération d'emplois décents et iv) le respect de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

➤ Objectif général

Définir conjointement avec les autorités nigériens et les Etats membres de l'UE les priorités d'actions de la programmation 2021-2027 dans l'appui aux développements des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales au Niger .

➤ Objectifs spécifiques ¹

- Faire un état des lieux des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales actuelles et potentielles au Niger : leurs acteurs et leurs rôles, leurs conditions, des forces, des faiblesses, des opportunités, des menaces quant au développement de celles-ci au Niger, notamment en termes d'avantage comparatif, d'emploi, de nutrition, de sécurité alimentaire, d'environnement et de potentiel au marché régional et d'exportation surtout en faveur des jeunes et femmes.
- Renforcer l'efficacité de l'aide européenne dans l'appui aux développements des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales au Niger à travers des interventions plus structurées d'amont en aval.

➤ Services requis, y compris suggestion de méthodologie ²

Etape 1 : Diagnostics, analyse et propositions

Etats des lieux / cartographie des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales existantes et potentielles, identification et analyse des études, diverses initiatives, des projets en appui au secteur privé agro-sylvo-pastoral au Niger au niveau des Etats Membres et les autres bailleurs, des acteurs du secteur privé et leurs rôles.

Analyser les conditions et préalables au développement du secteur privé agro-sylvo-pastoral formel, semi-formel et informel au Niger (conditions, forces, faiblesses, opportunités, menaces)

Identifier des expériences de chaînes de valeur réussies au Niger en mettant en évidence les déterminants de ces « success-stories ».

Elaborer un classement des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales existantes et potentielles sur la base de l'analyse qui précède prenant en compte les « success stories », les forces, les faiblesses, les opportunités, et les menaces quant au développement de celles-ci au Niger, notamment en termes d'avantage comparatif, d'emploi, de nutrition, de sécurité alimentaire, d'environnement et de potentiel au marché régional et d'exportation. Les dimensions d'efficacité, d'économie d'échelles et de principe d'économie circulaire devront être prises en compte dans l'organisation du classement. Le classement sera utilisé pour choisir des chaînes de valeur pour une analyse plus approfondie.

Cette analyse globale devra intégrer : i) les dimensions régionales (au niveau du pays), sous régionale, continentale et extra continentale (au niveau international), ii) mais aussi, les grands acteurs transversaux essentiels dans le domaine des normes tarifaires, réglementaire, sanitaires ou phytosanitaire, du financement des filières agro-sylvo-pastorales et de l'agroalimentaire (FISAN et autre), l'accès aux services de conseil, iii) une analyse des politiques de qualité et de certification existant et les possibilités de renforcement y inclus la question des labels (qualité, origine, processus –bio-), de la protection de propriété intellectuelle (au niveau national et international), de l'opérationnalisation des contrôles

¹ L'objectif général ainsi que les objectifs particuliers préciseront que les actions financées par l'UE doivent promouvoir les objectifs transversaux de la Commission européenne: environnement et changement climatique, une approche fondée sur les droits, les droits des personnes handicapées, les populations autochtones et l'égalité des sexes.

² Les contractants doivent décrire comment l'action contribuera à atteindre les objectifs transversaux ci-dessus, notamment l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Cette partie comprendra des messages, des matériels et des structures de gestion dans le domaine de la communication.

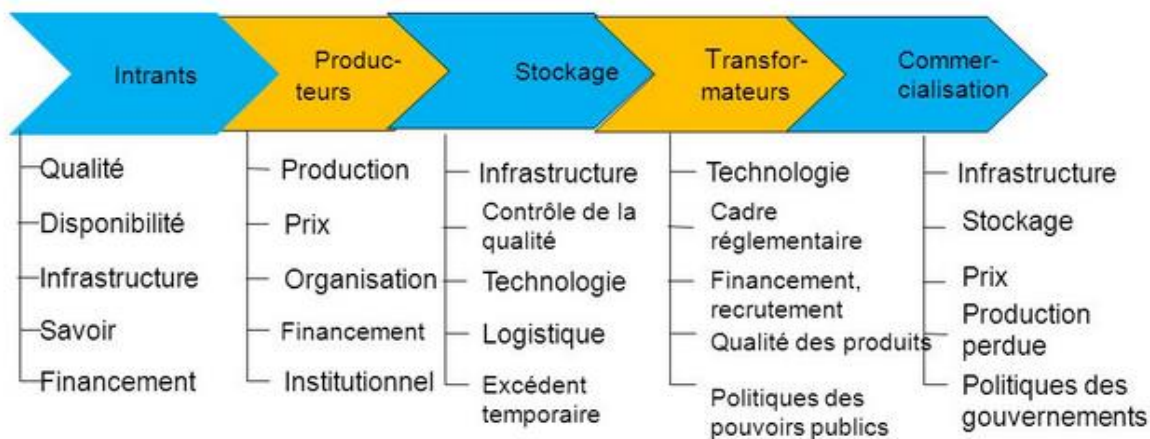
existants en la matière, iv) un état des mesures de commercialisation avec un focus sur les possibilité d’emballages, v) les différentes contraintes du climat des affaires pour la valorisation des chaînes des valeurs agro-sylvo-pastorales telles que l’accès au crédit et aux services financiers, le manque d’infrastructures physiques, l’environnement politique défavorable au commerce, le manque d’investissement et de productivité du capital humain (cette liste n'est pas exhaustive).

Etape 2 : Analyses approfondies des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales porteuses sélectionnées par la Délégation et ses états membres (entre 5 et 10 analyses de chaînes de valeur)

Ces analyses approfondies permettront de : i) comprendre comment chaque activité ou chaque acteur, c’est à dire chaque maillon qui compose la chaîne de valeur, crée ou lui fait perdre de la valeur, ii) allouer les ressources et concentrer les efforts sur les activités charnières pour rendre la filière plus compétitive, iii) définir des axes de dialogue des politiques publiques.

Chaque analyse devra intégrer de manière spécifique à la chaîne de valeur concernée: i) les dimensions régionales (au niveau du pays), sous régionale, continentale et extra continentale (au niveau international), ii) mais aussi, les acteurs essentiels dans le domaine des normes tarifaires, règlementaire, sanitaires ou phytosanitaire, du financement des filières agro-sylvo-pastorales et de l’agroalimentaire (FISAN et autre), l’accès aux services de conseil, iii) une analyse des politiques de qualité et de certification existant pour ces produits spécifiques y inclus la question des labels (qualité, origine, processus –bio-) et de l’opérationnalisation des contrôles existants en la matière, de la protection de propriété intellectuelle (au niveau national et international) iv) un état des mesures de commercialisation avec un focus sur les possibilité d’emballages, v) lister les différentes contraintes du climat des affaires, le manque d’infrastructures physiques, l’environnement politique défavorable au commerce, le manque d’investissement et de productivité du capital humain (cette liste n'est pas exhaustive), vi) la dimension d’efficacité et d’économie d’échelle dans le contexte du pays.

Le schémas ci-dessous met en évidence les dimensions minimales à prendre en compte lors de ces analyses approfondies de chaîne de valeur.



Etape 3 : Sur la base des analyses approfondies des chaînes valeur agro-sylvo-pastorales sélectionnées, élaborer des propositions concrètes d'intervention, en tenant en compte de la palette d'outils de l'UE et ses états membres (projet (investissement), garantie, appui budgétaire, dialogue politique, blending, etc...)

Ces propositions doivent être cohérentes avec les réalités du contexte local et prendre en compte la dimension d'efficacité.

Les étapes 1 et 2 devront, pour permettre de collecter une information aussi fiable et détaillée que possible, déployer plusieurs méthodes et outils complémentaires (cette liste n'est pas exhaustive):

- L'analyse documentaire et statistique
- Des missions dans les 8 régions
- La photographie ;
- La cartographie (analyse des cartes, détails géographiques);
- Le web mapping.
- Interview

La mission démarrera par 3 réunions :

- Un premier effectués avec les services de la DUE (section DEV et économie)
- Un réunion avec le Haut-Commissaire 3N, les Secrétaires généraux en charge de l'agriculture, du commerce et de l'industrie
- Une réunion d'échange avec la DUE et les états membres

Des réunions de suivi mensuelles seront effectuées avec la DUE.

➤ **Résultats à atteindre**

Résultat n°1 : un diagnostic du secteur privé agro-sylvo pastorale formel, semi-formel et informel, un classement des chaînes de valeurs agro-sylvo pastorales existantes et potentielles est disponible sur la base d'une analyse prenant en compte les « success stories », les forces, les faiblesses, les opportunités, et les menaces quant au développement de celles-ci au Niger, notamment en termes d'avantage comparatif, d'emploi, de nutrition, de sécurité alimentaire, d'environnement et de potentiel d'exportation

Résultat n°2 : 5 à 10 analyses chaînes de valeurs approfondies sont réalisées

Résultat n°3 Des interventions ciblées et efficaces sont définies pour permettre l'essor des chaînes de valeurs ciblées

3 LOGISTIC ET CALENDRIE

Voir Partie B des the Termes of Reference

4 BESOIN

Voir Partie B des the Termes of Reference à l'exception du point 7. « Dépenses accessoires » : des dépenses accessoires sont prévues pour ce marché

5 RAPPORTS

Voir Partie B des the Termes of Reference

6 SUIVI ET ÉVALUATION

L'appréciation de la qualité de la prestation et ainsi la validation des rapports se fera par la DUE qui aura pour mandat d'assurer le suivi rapproché du travail de la mission d'experts, de s'assurer que l'équipe d'experts chargée de la réalisation de la mission a accès à toutes les sources d'information et de documentation publiques, parapubliques, associatives et celles de tous les autres acteurs concernés par la question, d'apprécier de manière périodique l'état d'avancement du processus de réalisation de la mission, de discuter et commenter les rapports produits par l'équipe d'experts et de pré-valider le rapport final provisoire de la mission produit par l'équipe d'experts.

Autrement, la DUE prendra en compte les éléments suivants :

- *Traçabilité et transparence de la mise en œuvre* : disponibilité pour chacune des activités des comptes rendus des réunions décisionnelles et des partages des documents et sollicitations pour commentaires des parties prenantes.
- *Qualité des livrables* : la quantité et la teneur des commentaires sur les livrables prévus dans les TDR, ainsi que leur intégration de manière satisfaisante seront des éléments déterminants dans l'appréciation de la prestation du contrat.
- *Respect des échéances stipulées dans les présents TDR.*

Tout manquement dans ces domaines pourrait conduire à la non-validation partielle ou complète d'un des livrables.

7 INFORMATIONS PRATIQUES

Envoyer toute demande de clarification et d'autres communications pertinentes a l'adresse suivante : delegation-niger-cris-fwc-offers@eeas.europa.eu

ANNEXE 1 : Exemple, d'éléments d'analyse approfondies des chaîne de valeur sélectionnées

Ce canevas est donné à titre indicatif et est non-exhaustif, néanmoins, il établit les informations minimales à fournir dans les documents.

I. Contexte et chiffres clés

Description de la situation actuelle de la chaîne de valeur en termes généraux.

II. Producteurs/agriculteurs

Structure de la chaîne de valeur en fournissant une description quantitative et qualitative des producteurs en indiquant : le nombre de producteurs, la taille des exploitations ou des opérations, le caractère formel/informel, la répartition géographique dans le pays, l'accessibilité et la qualité des intrants, le niveau de qualité des produits, etc.

III. Industrie de la transformation

Structure de la chaîne de valeur en fournissant une description quantitative et qualitative de l'industrie de transformation présente ou potentielle dans un secteur particulier, en abordant: le nombre d'unités ; la taille des unités ; la répartition géographique formelle/informelle dans le pays ; le niveau de qualité des produits ; la disponibilité d'un approvisionnement adéquat en matières premières en tenant compte de la quantité, de la qualité, des prix abordables, des coûts de livraison ; etc.

IV. Politique pour la chaîne de valeur

Description des politiques gouvernementales et les tendances internationales affectant la chaîne de valeur.

V. Marché et commerce

Evaluation de l'existence de débouchés commerciaux en tenant compte de la disponibilité des produits, de la chaîne d'approvisionnement, du mode de consommation et du cadre juridique des échanges. Dans cette section, les liens entre les producteurs primaires et la première et la deuxième transformation doivent être décrits, ainsi que les niveaux et les barrières commerciales existantes.

VI. Niveau des normes et propriété intellectuelles

Cette section devrait se concentrer en particulier sur les domaines de la qualité, de l'hygiène, les normes sanitaires phytosanitaires (existence de label), de la protection intellectuelle et de la sécurité alimentaire au niveau de l'exploitation et de la transformation.

VII. Tendances passées et évolutions futures en matière d'investissement et possibilités de financement et l'accès aux services de conseil

Analyser des besoins d'investissement dans la "chaîne de valeur" et le "climat d'investissement", en soulignant notamment les types et les tendances des investissements réalisés dans le passé et, dans la mesure du possible, en présentant la capacité prévue pour l'avenir.

Analyser les dispositifs de financement existants, leurs capacités de fonctionnement, les difficultés d'accès aux financements (FISAN et autre), les alternatives existantes, possibles. Analyser possibilité de l'accès aux services de conseil

VIII. Identification des potentiels et des besoins de la chaîne de valeur

Une analyse "SWOT" devrait être effectuée dans cette section, qui : serait basée sur l'évaluation factuelle de la chaîne de valeur mentionnée ci-dessus ; prendrait en compte les politiques nationales et internationales ; envisagerait de se renforcer pour résister à la pression de la concurrence qui en résulte.

IX. Identification des besoins de formation dans la chaîne de valeur

Cette partie de l'analyse doit identifier et décrire les besoins de formation des acteurs de la chaîne de valeur.

X. Question des jeunes et des femmes dans la CV

XI. Résultat

L'analyse du secteur devrait en être le résultat :

Un aperçu clair et transparent de la chaîne de valeur contenant une description quantitative et qualitative de la situation ;

Une analyse détaillée des potentiels et des obstacles les plus élevés (maillons les plus faibles de la chaîne) pour réaliser ces potentiels dans la chaîne de production et de commercialisation;

Des recommandations afin de cibler les investissements spécifiques (segment/domaine /bénéficiaire) en relation avec les instruments financiers de l'UE pour les perspectives financières 2021-2027, en se concentrant principalement sur les maillons les plus faibles.

* * *

Annexe 2 : Analyse indicative des filières existantes

Le tableau ci-dessous donne une brève analyse comparative pour les filières végétales et animales les plus courantes au Niger. Néanmoins des analyses filière plus détaillées sont nécessaires de manière à opérer un choix clair des filières les plus prometteuses.

Ce tableau est à titre indicatif et est non exhaustif

Filières Végétales	Potentiel de la filière					
	Approvisionnement marchés locaux et urbains	Exportation	Emploi	Sauvegarde environnementale et lutte contre les changements climatiques)	Nutritif (micronutriments et protéines)	Agroalimentaire / transformation
Céréales à culture pluviales mil, sorgho	x		x	x	produit fortifié	x
Céréales à culture irriguée : blé, maïs, riz	x		x		produit fortifié	x
Légumineuse : niébé, voandzou	x	x	x	x	x	x
Arboriculture : mangue, moringa oleifera,	x			x	x	x ³
Arboricultures : agrumes	x		Agadez et Gaya	Agadez et Gaya	x	x ⁴
Produits forestiers non lignieux : anza ⁵ , aduwa ⁶ , marula, miel	x	x	x	x	x	x
Arachide	x	x	x	x	x	x
Oignon	x	x	x	x		x
Produits forestiers non- lignieux : Gomme arabique	x	x	x	x		

³ jus

⁴ jus

⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Boscia_senegalensis

⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Balanites_aegyptiaca

Maraichage et horticulture (produits frais)	x		x	cours d'eau permanent ou goutte-à-goutte	x	x
Filières Animales	Potentiel de la filière					
	Approvisionnement marchés locaux et urbains	Exportation	Emploi	Sauvegarde environnementale et lutte contre les changements climatiques)	Nutritif (micronutriments et protéines)	Agroalimentaire / transformation
Viande bovine	x	x	x		x	x ⁷
Viande ovine	x	x	x		x	
Viande caméline et lait	x	x			x	
Viande caprine	x	x	x		x	
Aviculture, y compris œufs	x		x	x	x	
Lait /fromage	x		x	x	x	x
Cuir/peaux	x	x	x			x
Pisciculture	x		x	x	x	

⁷ kilichi

TERMES DE RÉFÉRENCE – PARTIE B

INFORMATIONS GENERALES

1. Zone bénéficiaire

Niger

2. Pouvoir adjudicateur

L'Union européenne, représentée par la Commission européenne, B-1049 Bruxelles, Belgique.

3. Langue du contrat

français

LOGISTIQUE ET CALENDRIER

4. Lieu de la mission

- Lieu d'affectation normal de la mission spécifique : Niamey (Niger)
- Mission(s) en dehors du lieu d'affectation normal et durée(s) : les 8 régions du pays, mais certaines parties du travail peuvent être mises en œuvre depuis le domicile également

5. Date de début et période mise en œuvre

La date indicative de début est fixée au 01/02/2021 et la période de mise en œuvre du marché spécifique sera de 270 jours à partir de cette date (date de fin indicative : 29/10/2021).

BESOINS

6. Expertise

Les exigences minimales couvertes par l'ensemble de l'équipe sont les suivantes :

- Qualifications et compétences requises pour l'équipe : - Diplômes universitaires/études supérieures (minimum équivalent Bac +5) des deux experts cohérent avec l'objet de la mission en Agriculture/Agronomie et Economie/Finance - Capacité avérée à rédiger des analyses/évaluations sectorielles pour tous experts. - Très bonne pratique de Windows, Word, Excel, des outils de télétravail des tous experts - Excellentes qualités de communication, permettant de dialoguer tant avec des techniciens, des agents de base qu'avec de hauts dirigeants pour tous experts
- Expérience professionnelle générale de l'équipe : - Un expert doit avoir une compétence établie en coordination et direction d'équipe d'experts multisectoriels démontrée au cours de min 2 ans d'expériences professionnelles ou 6 missions prestées en tant que chef d'équipe / chef de projet. - Un expert doit avoir une expérience démontrée au cours de min 3 ans significative des processus de planification et de programmation de programmes de développement,
- Expérience professionnelle spécifique de l'équipe : - Un expert doit avoir un minimum de

6 ans d'expérience professionnelle pertinente dans l'analyse des chaînes de valeurs agro sylvo pastorales dans au moins 3 pays d' Afrique (par analyse chaîne de valeur, on entend une analyse de l'amont – intrants- jusqu'à l'aval – c'est à dire la commercialisation de produits transformés), - Un expert doit avoir un minimum de deux ans d'expérience dans le développement de nouveaux produits à succès dans le secteur agroalimentaires, cosmétiques ou parapharmaceutiques ; - Un expert doit avoir un minimum de 2 ans d'expérience dans plusieurs pays dans, les normes sanitaires et phytosanitaires des chaînes de valeurs agro sylvo pastorales et le politique de qualité; - Un expert doit avoir travailler au moins un an (ou deux mission) sur les questions relatives à l'aval de la transformation ; - Une expérience préalable de l'équipe dans le Sahel (en particulier au Niger) sera considérée comme un atout.

- Compétences linguistiques de l'équipe : Une parfaite maîtrise du français parlé, lu, écrit des tous experts

Nombre de jours demandé par catégorie :

Catégorie d'expert	Minimum requis concernant la catégorie	Nombre de jours travaillés	Informations complémentaires
Cat. III (>3 années d'expérience)		173	
Cat. II (>6 années d'expérience)		140	

7. Dépenses accessoires

Aucune dépense accessoire n'est prévue pour ce marché.

8. Coûts forfaitaires

Le marché ne prévoit aucun coût forfaitaire.

9. Vérification des dépenses

Aucun rapport de vérification des dépenses n'est requis.

10. Autres détails

Le marché ne prévoit aucun autres détails.

RAPPORTS ET AUTRES LIVRABLES

11. Rapports et autres livrables obligatoires

Title	Contenu	Langue	Délai de soumission
Rapport Initial	L 1 Une note conceptuelle ou rapport de démarrage Analyse de l'organisation de la mission sur la base de la revue documentaire et des premiers	français	Endéans 10 Jour(s) Après Le début du projet

Title	Contenu	Langue	Délai de soumission
	entretiens. Proposition de planning pour assurer le respect des deadlines et des échéances ainsi que l'ébauche canevas pour L2 et L3		
L 2 Etat des lieux	<p>L 2 Etat des lieux, un diagnostic FFOM (SWOT) du secteur privé agricole formel, semi-formel et informel et classement des chaines de valeurs agro-sylvo pastorales existantes et potentielles Ce diagnostic et ce classement devra se faire sur la base d'une analyse prenant en compte les « success stories », secteur prive agro-sylvo pastoral formel, semi-formel, informel, les forces, les faiblesses, les opportunités, et les menaces quant au développement de celles-ci au Niger, notamment en termes d'avantage comparatif, d'emploi, de nutrition, de sécurité alimentaire, d'environnement et de potentiel au marché régional d'exportation. Les dimensions géographique, régionale et internationale, mais aussi transversales (normes sanitaires et phytosanitaires,</p>	français	Endéans 45 Jour(s) Après Le début du projet

Title	Contenu	Langue	Délai de soumission
	financement) devront être prises en compte.		
L 3 Une première analyse approfondie de chaîne de valeur agro sylvo pastorales	CF annexe n °1 "Exemple, d'éléments d'analyse approfondies des chaîne de valeur sélectionnées" - part A	français	Endéans 105 Jour(s) Après Le début du projet
L 4 analyses approfondies (de 4 à 9 chaîne de valeur agro sylvo pastorales	CF annexe n °1 "Exemple, d'éléments d'analyse approfondies des chaîne de valeur sélectionnées" -part A	français	Endéans 225 Jour(s) Après Le début du projet
L 5 Proposition d'actions pour développement du secteur agroalimentaire privé au Niger	Des propositions concrètes d'actions, ainsi que des mécanismes et des instruments de l'UE (les investissements, les climat des affaires, dialogue politique, etc) en vue de soutenir l'essor des chaînes de valeurs ciblées dans le cadre de la programmation 2021-2027 sont disponibles.	français	Endéans 250 Jour(s) Après Le début du projet
L 6 Rapport de fin de mission	a) Déroulement de la mission b) Activités réalisées c) Livrables obtenus d) Leçons apprises et difficultés enregistrées e) Obstacles au changement f) Recommandations Max 15 pages	français	Endéans 260 Jour(s) Après Le début du projet